

Questions orales

une question au cours de la période des questions. Cette démarche vise à faire en sorte que leurs points de vue soient bien consignés. La présentation d'un projet de loi peut servir à cette fin un peu comme le dépôt de projets de loi d'initiative parlementaire. Mon collègue sait bien que si les Américains tentaient, au moyen d'une mesure législative, de gêner l'accès à leurs marchés pour nos compagnies, ils iraient à l'encontre des dispositions de l'Accord de libre-échange, et que nous nous opposerions farouchement à une telle mesure.

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, au cours de discussions que le chef de l'opposition a eues avec le secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires des Nations Unies, plusieurs questions intéressant le Canada ont été soulevées et notamment une affaire concernant précisément les enfants. Près d'une cinquantaine de pays, dont beaucoup de pays très pauvres, ont déjà mis au point et finalisé leur plan d'action national et ont commencé, en fait, à le mettre en oeuvre. Le Canada n'est pas au nombre de ces pays.

La ministre peut-elle me dire comment il se fait que le Canada, qui a coprésidé le sommet sur les enfants, ait tellement négligé de respecter les engagements qu'il y a pris? Quand le gouvernement se décidera-t-il à montrer la voie plutôt qu'à attendre qu'on lui donne l'exemple lorsqu'il s'agit d'améliorer le sort des enfants du Canada et du monde entier?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, nous avons dit avant Noël que nous allions signer la convention sur les enfants et nous l'avons fait, comme l'a signalé le premier ministre. J'ai dit alors que nous allions déposer un plan d'action en mars, après avoir consulté les provinces, car, au Canada, il faut consulter de temps à autre les provinces. Nous l'avons fait et nous le faisons encore, et je crois pouvoir respecter l'échéance de mars. Le plan d'action concernant les enfants devrait être présenté à la Chambre à la mi-mars.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): J'espère que le ministre agira plus vite à l'égard de ce plan qu'il ne l'a fait en ce qui concerne les prothèses mammaires. Dans ce dernier cas, nous attendons toujours qu'il prenne la bonne décision.

[Français]

HAÏTI

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire concernant un autre problème humanitaire. Il y a une tragédie en Haïti. Des milliers de réfugiés sont rapatriés de force dans la misère et l'oppression. Le Canada, en tant que membre de l'OÉA, a une obligation spéciale envers ces réfugiés.

Quelles actions concrètes le gouvernement va-t-il prendre pour venir en aide à ces gens? Quelles interventions fait-il auprès du gouvernement américain pour qu'une solution plus humaine soit développée?

• (1450)

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la meilleure solution pour les réfugiés est de continuer à travailler à améliorer les politiques à l'intérieur de Haïti. Le Canada a joué un rôle important et significatif avec les autres membres de l'OÉA et avec les huit nations qui ont visité Haïti pour examiner la situation. J'en discute souvent avec les autres ministres des Affaires étrangères ainsi qu'avec des personnes à Washington.

* * *

[Traduction]

LES NORMES DE SÉCURITÉ DES VÉHICULES AUTOMOBILES

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Dans la Gazette du Canada du 21 décembre, un paragraphe portant sur les modifications à la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles se lit comme suit:

Les modifications n'exigent pas que les véhicules construits selon les normes d'émission américaines et californiennes respectent le niveau d'émission prescrit au Canada. Il y a aussi d'autres aspects dans la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles qui sont visés par deux systèmes de normes, notamment l'envoi des avis de défaut et l'étalonnage métrique.

La mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange a vraiment porté un dur coup à l'industrie canadienne. Le ministre prendra-t-il des mesures pour abaisser les normes canadiennes au niveau des normes américaines ou exigera-t-il que les véhicules américains respectent les nôtres?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député se rend sûrement compte qu'il n'est pas possible de répondre dans cette enceinte aux nombreux points qu'il soulève dans sa question. Je sais que l'une de ses principales préoccupations a trait aux odomètres. L'une de ses suggestions serait d'ouvrir les